



Laboria

INTERNATIONAL

info

Bulletin d'information N° 5 - Octobre 2008

Contact : Béatrice Reitano, +41 (0)22 791 60 65, beatrice.reitano@syni.ch

Réchauffement de la planète

Quel climat pour l'emploi?



Le changement climatique
va-t-il souffler un vent chaud
sur l'emploi? 4-5

Les transferts de fonds des
migrants : un facteur de
développement ? 6-7

Une rentrée sous le signe de la nouveauté

L'été aura été prolifique. Placée sous le signe de la créativité et tournée vers les résultats, la saison estivale aura permis à la plateforme de plancher sur le développement d'outils de communication. La personnalité du réseau se manifeste désormais par une apparence bénéficiant d'un nom et d'un logo complètement nouveaux. Simultanément, un site Internet est mis en ligne.

Trouver un nom évocateur, tel était notre leitmotiv lors de l'élaboration et du développement de la stratégie de communication. Après une brève phase d'évaluation, l'équipe a présenté une liste de mots qui avaient fait auparavant l'objet d'une vérification de leur caractère inédit. L'ensemble des collaborateurs internes ainsi que certains membres externes ont été consultés. La grande majorité s'est accordée pour la dénomination Laboria International.

Cette appellation repose sur le credo du réseau : aujourd'hui, l'emploi n'est plus une question statique et confinée aux frontières d'un état. C'est une affaire d'opportunités, d'échanges, de mobilité et de créativité qui transcende les limites territoriales. Laboria International ne laisse pas de place à l'équivoque et appelle donc à discuter travail à l'échelle internationale.

L'identité visuelle

Créé par 5D, une mesure active dans les technologies de l'information et de la communication, le logo mise sur des lignes épurées et dynamiques. Implanté dans une combinaison

colorée allant du rouge chaud au bleu clair, le nouveau design illustre l'aspect multiculturel et solidaire de Laboria International. Le message véhiculé par la réalisation graphique demeure simple : nous avons tous à apprendre des expériences des autres, rassemblons-nous autour de l'emploi, échangeons nos savoirs et partageons nos acquis pour combattre le chômage et contribuer à la réduction de la pauvreté.

Site Internet

Convivial, ergonomique et facilitant la recherche rapide et approfondie de bonnes pratiques en matière de développement de l'emploi, le site web de Laboria International constituera le moyen idéal pour mieux mettre en commun les expériences qui ont fait leurs preuves ailleurs. Quelles sont les initiatives exemplaires mises en oeuvre en matière de développement de l'emploi ? Quelle est l'actualité en matière de soutien financier à la création d'entreprises ? Autant de questions qui trouveront des réponses dans le répertoire électronique. Initialement modeste, cette base

de données sera alimentée au fil des prospections et des évaluations menées. Privilégiant l'interactivité, l'interface permettra également à tout visiteur de proposer des recommandations qui lui semblent pertinentes. Recelant son comptant d'informations, la site comportera également différents outils multimédia qui permettront de se tenir informé des activités de Laboria International, ainsi que de l'information ciblée sur les grandes tendances en matière de travail. Rendez-vous donc tout bientôt sur : www.laboria-international.org



Olivier Savary

Responsable du programme Syni

J'adresse mes plus chaleureux remerciements à Filippo Gander, Mathias Schlegel, Yvan Papaux et Béatrice Reitano ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe de 5D et notamment à Olivier Dommange, David Frey et Susanna Guimaraes. Leurs contributions et leurs efforts pour permettre ces réalisations ont été extrêmement appréciés.

Sommaire

Perspectives

Une rentrée sous le signe de la nouveauté

2

Quoi de neuf ?

Mali: les jeunes en mal d'emploi

3

Point fort

Le changement climatique va-t-il souffler un vent chaud sur l'emploi?

4-5

Grand Angle

Les transferts de fonds des migrants: un facteur de développement?

6-7

En bref

L'humanitaire s'invite à Annemasse

Microfinance: qui fait quoi?

L'emploi en chiffres

7

C'est dans l'air

A Sofia, contre la traite des femmes

8

Laboria International et ses partenaires organisent un forum:

« Le migrant, un acteur du développement ? »

Favoriser la création d'emplois décents par le biais des transferts de fonds des migrants : quels instruments mettre en oeuvre ?

9 octobre 2008 de 9h00 – 17h00

Bureau International du Travail : 4 Route des Morillons Genève. Salle V R.3

Information et inscription: 022 791 62 72 angelica.ibarra@syni.ch

Mali: les jeunes en mal d'emploi

À l'heure où l'Europe parle d'élaborer une nouvelle politique en matière d'immigration, tout le monde s'entend pour dire qu'il faut prioritairement développer les régions d'origine des migrants, chercher à accompagner les jeunes en leur permettant de trouver un travail chez eux. Organiser un forum à Bamako au Mali, en collaboration entre Laboria International et la Fondation Suisse du Service Social International (SSI) sur la thématique des migrations à risque et le soutien à la réalisation de projets des jeunes de la région de Kayes s'inscrit pleinement dans cette optique.



Anne Vallet
Chargée de projet

Kayes, région frontalière du Sénégal et de la Mauritanie, fournit à elle seule 80 % des migrants maliens en France, principale destination en dehors de l'Afrique. La migration concerne en majorité les jeunes des zones rurales, ce qui rend difficile l'essor économique de cette région, où une baisse de la production céréalière est constatée dans les familles avec émigrés: 337 kg/tête contre 436 kg/tête pour les familles sans émigré. Kayes est aussi le premier territoire concerné par la mise en œuvre effective d'une vaste campagne nationale de sensibilisation sur le thème de la migration irrégulière, récemment organisée par le gouvernement malien et sponsorisée par la Commission européenne en partenariat avec l'Organisation Internationale des Migrations (OIM).

Il y a dix ans, le concept de « codéveloppement » faisait de Kayes une zone pilote en terme d'apports et d'investissement des migrants. Il est vrai que le volume des transferts de fonds représente environ 11 % du PIB du pays, soit 79 % de l'aide publique au développement dont le pays est bénéficiaire. Cela fait indirectement des migrants le premier pourvoyeur de fonds du pays et des partenaires incontournables pour tous les



projets de développement dans la région.

Le Forum permettra de voir comment activer la collaboration entre les acteurs locaux et la diaspora pour identifier des solutions et mesures d'accompagnement pour l'accès à l'emploi et aux services de la microfinance. Il réunira les associations de la jeunesse ainsi que celles des migrants,

«Activer la collaboration entre les acteurs locaux et la diaspora pour identifier des solutions d'accompagnement pour l'accès à l'emploi et aux services de la microfinance.»

des représentants d'instituts de microfinance et de banques régionales, les acteurs de l'éducation, des ONG locales impliquées dans le microcrédit ainsi que les pouvoirs locaux. Cette synergie permettra d'impliquer les partenaires locaux tout en renforçant leurs compétences dans le soutien et le développement durable de leur pays.

Actualité

Les Echos (Bamako)
10 Septembre 2008
Denis Koné

Plus de 9000 emplois seront créés de juin 2008 à juillet 2009. Ce sont là les retombées de la Bourse de l'emploi et de la formation professionnelle consignées dans un document décortiqué le 10 septembre par les cadres du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (MEFP).

« La question de l'emploi est un problème qui se pose avec acuité dans tous les pays du monde. Pour le Mali, c'est un grand défi à relever et notre pays a fait de l'emploi et particulièrement celui des jeunes son cheval de bataille ». C'est en ces termes que le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Ibrahim Ndiaye, a ouvert les travaux de l'atelier de restitution des résultats de la Bourse de l'emploi, organisée à Bamako le 10 juillet dernier et leur mise en œuvre.

L'atelier a regroupé autour du ministre les cadres nationaux et régionaux des différentes structures du MEFP. Il a examiné le document de base de la Bourse de l'emploi et de la formation professionnelle. Celui-ci fait l'état des lieux des offres d'emplois qui sont annoncées ou qui sont déjà créés. Le moins qu'on puisse dire c'est que la Bourse de l'emploi et de la formation professionnelle a été très fructueuse tant pour les jeunes ruraux qu'urbains.

Selon le document présenté, 9512 emplois directs seront créés avec un financement de près de 7,5 milliards de F CFA. Aux dires du directeur national de l'emploi, les appels à candidatures ont démarré. Après ce sera la sélection des candidats, leur formation, la mise en place des fonds devant les financer puis leur installation et le démarrage de l'activité. Interviendront ensuite les étapes du suivi et de l'évaluation.

Les emplois créés par la Bourse de l'emploi et de la formation professionnelle concernent tous les secteurs de l'économie. L'agriculture et ses sous-secteurs y figurent en bonne place.

Après juillet 2009, le département ainsi que ses partenaires financiers et techniques procéderont à une évaluation de tout le processus afin de voir l'opportunité de continuer sur cette lancée ou non. Si la Bourse de l'emploi et de la formation professionnelle atteint les résultats escomptés, ce serait un véritable défi que le Mali aura relevé; à savoir: la réduction drastique du taux de chômage et par ricochet la relance de l'économie du pays. En tous les cas, le MEFP, par la voix de son premier responsable, entend faire tout son possible afin que ce programme d'insertion des jeunes diplômés ou non, de formation et d'appui aux entreprises, soit un succès.

Le changement climatique va-t-il souffler un vent chaud sur l'emploi ?

Ces dernières années, les politiques, les entrepreneurs et l'opinion publique ont compris l'importance que revêt le changement climatique, appelé sans doute à devenir le principal enjeu du XXI^e siècle. Invité à participer à la conférence « L'emploi confronté au défi climatique », Peter Poschen, haut spécialiste et coordinateur de la question du réchauffement climatique à l'OIT, est revenu sur les conséquences de ce phénomène, tant sur le plan social que sur celui du travail.



Yvan Papaux
Chargé de projet

Comment peut-on prédire ce que sera le climat dans vingt ans alors qu'on parvient difficilement à prévoir avec exactitude les conditions météorologiques à court terme ? Comment prévoir ses effets et ses conséquences sur les populations d'une part, et sur notre mode de vie d'autre part ? Le changement climatique fait de plus en plus parler de lui et ne cesse d'inquiéter les plus optimistes d'entre nous. Et si les scientifiques hésitent encore à se prononcer sur l'ampleur du phénomène, tous s'accordent à dire que l'humanité va devoir faire face à d'importants bouleversements.

En avance par rapport aux prévisions

Pour exemple, on apprenait par les journaux début septembre que la fonte des glaces

«Il est nécessaire de s'adapter à ce changement par la transformation de notre mode de vie et de ne plus dépasser les capacités de régénération de la planète.»

avait atteint un seuil critique au pôle Nord, avec l'ouverture des passages du Nord-Ouest et du Nord-Est, permettant ainsi le passage des bateaux au nord du Canada et de la Russie. Les experts interrogés estiment que le seuil critique a été atteint, avec une fonte d'une ampleur qu'on ne croyait possible qu'à partir de 2050.

Il y a un mois, une étude de l'Université de l'Alberta signalait qu'en plus de rétrécir, la

banquise s'amincit, l'épaisseur de la glace aurait ainsi fondu de moitié en seulement six ans.

Pour tenter de répondre à quelques-unes des questions se posant au sujet des conséquences du changement climatique, le réseau Laboria International a organisé, le 26 juin dernier à Genève, une conférence-débat sur ce thème. Peter Poschen, spécialiste du développement durable auprès de l'Organisa-

tion internationale du travail (OIT) à Genève, y a souligné l'importance du fonctionnement actuel de l'économie provoquant d'importantes émissions de gaz à effet de serre et son lien étroit avec le changement climatique.

Les premières victimes: les pays du Sud

«Il y a nécessité de s'adapter à ce changement par la transformation de notre mode de vie et de ne plus dépasser les capacités de régénération de la planète». Car même si ce n'est pas l'augmentation des moyennes de température ou l'élévation du niveau des océans qui nous affectent maintenant, M. Poschen insiste sur les impacts du changement climatiques «qui seront négatifs pour la vie des gens et pour l'économie, à court et à moyen terme». Les tempêtes, les inondations et les sécheresses vont être de plus en plus fréquentes et sévères et, toujours selon lui, « ce sont principalement les pays en voie de développement qui vont être touchés, alors qu'ils n'ont pratiquement pas contribué aux émissions de gaz provoquant le phénomène ». Pour parer aux conséquences des catastrophes naturelles qui vont se multiplier dans les régions concernées, «il est impératif de consentir à de grands efforts pour adapter les infrastructures existantes et en créer de nouvelles, tout particulièrement pour la gestion de l'eau et la transformation de l'agriculture». M. Poschen nous rappelle ici que «changement



climatique se conjugue avec crise alimentaire, qu'il y contribue déjà et qu'il y contribuera davantage encore dans le futur».

Vers une société dé-carbonisée

Il y a cependant un côté positif aux prévisions alarmistes que nous tiennent les scientifiques, c'est l'espoir d'une profonde transformation de notre système actuel vers une économie «dé-carbonisée» et plus durable d'un point de vue environnemental.

«Les études dont on dispose montrent un solde positif dans la création d'emplois»

En effet, la prise de conscience est aujourd'hui générale, alimentée sans doute par la flambée des prix de l'énergie et des matières premières. L'augmentation des problèmes de santé dus à la pollution influe déjà sensiblement sur les chiffres de la croissance économique. Bien sûr, les pouvoirs publics vont devoir procéder à d'importants investissements pour permettre un changement de société, avec à la clé cependant le développement de l'emploi et

l'amélioration des conditions de vie qui en découleront. Lorsque l'on sait que, malgré 30 années consécutives de croissance économique sans précédent, 1 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à une forme moderne d'énergie, on mesure mieux les progrès qui restent à réaliser. Les exemples ne manquent pas cependant pour démontrer les possibilités d'accès aux énergies renouvelables même pour les plus démunis et leur impact sur le quotidien de ces populations.

Même si dans certains secteurs de l'économie on pourra observer des effets de substitution et d'élimination, les études

dont on dispose montrent un solde positif dans la création d'emplois. Et puis, s'il y aura probablement peu de métiers totalement nouveaux dans le futur, on manque déjà de personnes formées pour faire progresser la mise en oeuvre des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique des bâtiments. Comment éviter encore que les coûts sociaux ne soient trop élevés ou mal répartis ? Pour le spécialiste de l'OIT, «il est nécessaire d'introduire la participation de tous les acteurs dans le débat, les entreprises, les travailleurs, les syndicats et les communautés locales». Peter Poschen craint cependant que les investissements néces-

saires ne se fassent pas, «car ils dépendent en grande partie de décisions politiques et les récents accords internationaux ne prennent pas en considération les transformations nécessaires à l'adaptation de notre société au changement climatique».



• « *Emplois verts, Le monde du travail à l'épreuve du changement climatique* », Travail, le magazine de l'OIT, n°60, août 2007



Une étude européenne examine l'impact du changement climatique sur l'emploi



La Commission européenne a commandé une étude qui permette de mieux comprendre les liens entre changement climatique et emploi. Elle a été réalisée par un consortium dirigé par

la Social development agency (SDA) et la Confédération européenne des syndicats (CES), qui inclut Syndex, Wuppertal Institute et Istas. L'étude considère plusieurs scénarios pour réduire les émissions de

CO₂ à l'horizon 2030 et ses effets sur l'emploi et les qualifications.

Dans les secteurs constituant un gisement important d'emplois, ceux de la construction et du bâtiment viennent en premier, avec toutefois des défis à relever, notamment sur les plans la formation et de l'innovation. Pour 30 % de réduction des émissions de CO₂, les indicateurs laissent apparaître une croissance de l'emploi dans une fourchette allant de 12 à 30 % selon les branches. Le domaine des transports recèle lui aussi un énorme potentiel, on pense ici aux alternatives aux véhicules routiers. Il comporte cependant des risques pour l'industrie automobile et pour le fret routier. Selon la CES, les pertes d'emplois seraient

toutefois amplement compensées, à condition de consentir aux investissements permettant d'assurer la transition.

La principale conclusion du rapport qui en découle est que même un changement climatique modéré aura des répercussions sur l'activité économique, certaines régions étant particulièrement vulnérables. Un réchauffement plus intense aura, quant à lui, probablement des conséquences très néfastes.



• *Etude européenne « Changement climatique et emploi »* : <http://www.etuc.org/a/3675>

Les transferts de fonds des migrants: un facteur de développement?

Chaque jour des milliers de migrants vivant à l'étranger font la queue devant des centres de transfert de fonds pour envoyer chez eux les quelques dollars qu'ils ont pu économiser. Ces sommes provenant principalement des pays du Nord sont acheminées jusque dans les régions les plus rurales du monde. L'argent ainsi reçu pourra permettre d'envoyer un enfant à l'école, de construire une maison ou d'acheter de quoi nourrir à ceux qui sont restés au pays. Ces sommes contribuent-elles à la réduction de la pauvreté ? En préambule au forum du 9 octobre organisé par Laboria International, réactions de M. Jules Bagalwa Mapatano, docteur en études du développement.



Jules Bagalwa
Docteur en études
du développement
Chargé de projet

La part de revenus que les migrants envoient à leurs réseaux et groupes d'appartenance dans leurs pays d'origine, sont aujourd'hui un moyen capital d'appui financier. Jusqu'à la fin des années 1980, ces flux étaient non comptabilisés, voire ignorés, par les Etats et les organismes d'aide au développement international. Depuis les années 1990, une crise s'observe dans le financement de l'aide publique au développement, car les pays industrialisés ne cessent de réduire leurs budgets en la matière. Cette crise a été l'oc-

casion d'explorer de nouvelles pistes de financement du développement local. Elle a aussi contribué à mettre en lumière un acteur de développement jusque-là ignoré par les politiques macro-économiques à savoir le migrant et ses principaux moyens d'intervention que sont les transferts d'argent vers son pays d'origine. L'ampleur des transferts de fonds augmente au fur et à mesure que croissent les migrations internationales. Et l'impact de ces transferts est plus que jamais pris en compte par les Etats, les organismes internationaux travaillant sur les questions du développement économique et social, sans parler des sociétés actives dans le transfert d'argent qui veulent capter cette manne. Une étude récente du fonds international de dé-

veloppement agricole (FIDA) montre que les 150 millions de migrants adultes à travers le monde ont transféré au moins 300 milliards de dollars américains en 2006. Tous les pays en voie de développement sont concernés, même si ces flux sont inégalement répartis. L'argent des migrants est devenu la plus grande source de financement extérieur pour de nombreux pays en développement.

paysage socio-économiques de la région ? Quel est son impact en terme de création d'emplois et de génération de revenus ? Et puis la question sans doute la plus importante : l'argent des migrants contribue-t-il à réduire les inégalités et la pauvreté et si oui, comment ?

Utilisation et impacts de l'argent des migrants

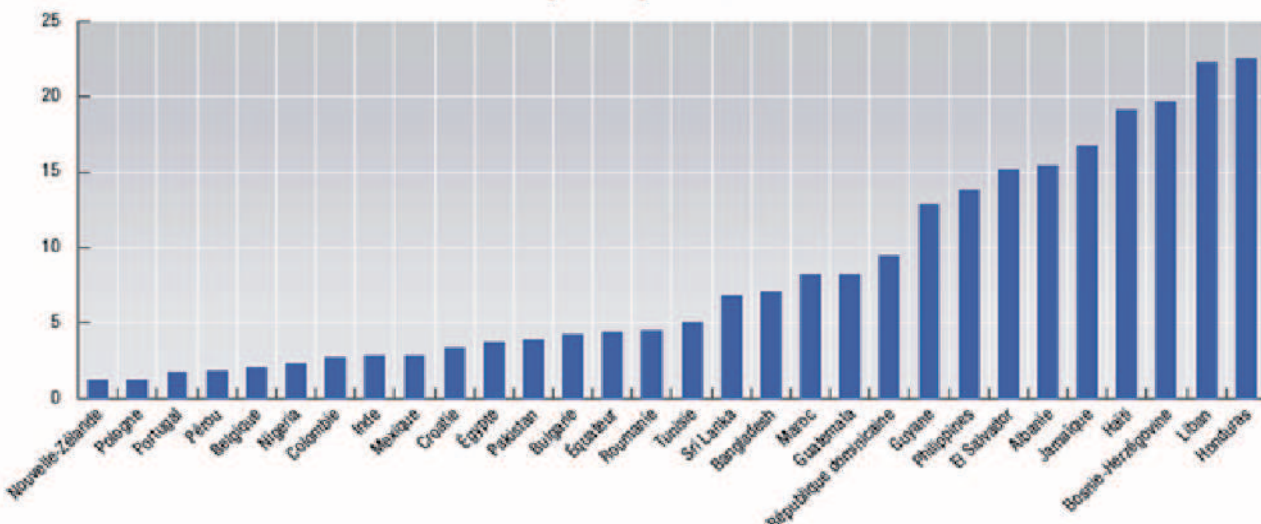
L'utilisation de l'argent dans les pays en développement dépend du contrat migratoire que le migrant a passé avec son réseau familial resté au pays. L'argent de la migration tend à être utilisé pour les besoins essentiels dudit réseau familial ainsi que pour l'amélioration de l'habitat. Cependant il est aussi

Un phénomène qui soulève des questions

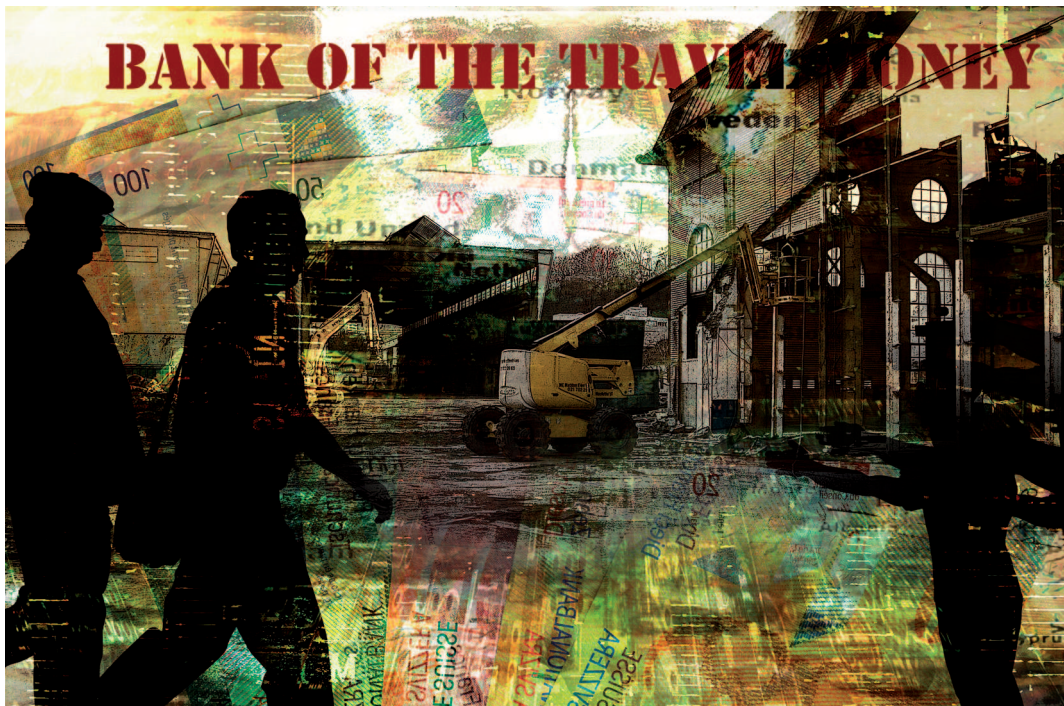
L'importance de ces flux d'argent du Nord vers le Sud soulève son comptant d'interrogations. Quelle est l'utilisation locale des sommes expédiées? Quels sont ses impacts dans le

Transferts de fonds des principaux pays receivers

En pourcentage du PIB, 2005



Source: Panorama des statistiques de l'OCDE



dépensé pour améliorer le statut social. Il faut toutefois considérer l'impact réel de cette manne. En effet, si faire construire sa maison ne constitue pas un investissement directement productif, il ne contribue pas moins à mobiliser et dynamiser différents corps de métiers du marché local de la construction. Et même les dépenses dites de consommation ont un effet multiplicateur sur la croissance économique. A certaines conditions, l'argent des migrants crée aussi des emplois. Ainsi, les transferts de 200'000 Bangladais ont créé directement ou indirectement 570 000 emplois au Bangladesh. Ces chiffres sont moindres en Amérique latine, malgré les 50 milliards de dollars reçus de ses migrants en 2005.

Le migrant, un acteur de développement?

On sait désormais que l'argent des migrants ne contribuerait à réduire la pauvreté qu'à quatre conditions : qu'il aille aux plus pauvres, qu'il élargisse les possibilités productives locales, qu'il ait un effet multiplicateur et que le manque de main-d'œuvre créé par l'émigration ne déstabilise pas le système productif local. Le migrant est-il alors, oui ou non, un acteur

de développement ? La question est mal posée, car le développement n'est pas l'objectif de l'émigration. Les migrants du travail partent d'abord pour améliorer leur propre situation ainsi que pour assurer le quotidien et la survie de leurs proches. Les organisations communautaires de migrants, au Nord comme au Sud, sont de plus en plus sollicitées par des gouvernements qui veulent drainer les fonds des migrants par des canaux officiels et vers des activités productives au Sud. D'où des politiques spécifiques pour l'investissement de migrants, comme les comptes en devises ou en monnaie locale convertible, ou une amélioration du marché des capitaux et du crédit pour les migrants.

Les transferts de fonds des migrants contribuent incontestablement à l'amélioration des conditions de vie dans les pays d'origine, sans être pour autant le moteur du développement local. Car l'argent des migrants est d'abord un facteur extérieur, insuffisant pour créer à lui seul les conditions d'un réel développement local. Dès lors, les politiques porteuses de valeur ajoutée ne viseraient-elles pas d'abord à intégrer l'argent des migrants dans le processus de développement au lieu d'en faire un processus

de développement à lui seul ? Cela participerait sans doute à prévenir la dépendance des régions entières de l'argent de migrants, et par là même, leur fragilisation économique.

Cette problématique d'actualité sera développée et analysée lors d'un Forum organisé par Laboria International le 9 octobre 2008 à Genève. Les personnes intéressées par ce sujet sont les bienvenues.

Inscription:
angelica.ibarra@syni.ch
022 791 62 72

En savoir plus...

-Bagalwa Mapatano, J., Monnier, L., 2002, «Les sociétés de transferts de fonds entre la Suisse et la République démocratique du Congo », in : Rosita Fibbi et Jean-Baptiste Meyer (sous la direction de), «Diasporas, développements et mondialisations», Autrepart, no 22, Paris, IRD & Editions de l'Aube, p.129-146.

- FIDA, 2007, *Travailleurs migrants et envois de fonds. Flux mondiaux de fonds envoyés vers les pays en développement et en transition*, Rome, FIDA (www.ifad.org, www.ruralpovertyportal.org).

- GUILMOTO Z., Chr., SANDRON, Fr., 2003, *Migration et développement*, Paris, La documentation française.

En bref

L'humanitaire s'invite à Annemasse

Les 28, 29 et 30 novembre, l'agglomération d'Annemasse organise une grande manifestation autour des métiers de l'humanitaire et de la solidarité. Ce salon, une première en France, regroupera, à l'espace Martin Luther King, des professionnels issus des plus grandes ONG françaises et suisses, qui viendront témoigner de leurs expériences et de leurs métiers, et des organismes de formation proposant un cursus pour des jeunes souhaitant s'engager dans la coopération. Stands, tables rondes, conférences et animations variées ponctueront ces trois journées.

Qui fait quoi?

Il y a un an, une trentaine d'organisations actives dans la microfinance suisse ont constitué la Swiss Microfinance Platform. L'objectif de cette association est de réunir les différentes capacités et ressources pour promouvoir la compréhension de la microfinance en Suisse et dans le monde et capitaliser les expériences helvétiques. Afin de pouvoir servir efficacement ses membres et de promouvoir le secteur, la SMP a mené une enquête nationale en vue d'éditer le 1^{er} annuaire suisse de la microfinance. En tant qu'organisation s'intéressant de près aux services financiers de la microfinance comme outils créateurs d'emploi, Laboria International fait partie de cet annuaire. www.microfinanceplatform.ch

L'emploi en chiffre

Indicateurs du marché du travail 2008



« Indicateurs du marché du travail, 2008 », enquête publiée par l'Office fédéral de la statistique, offre une vue d'ensemble du marché suisse du travail. Parmi

les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les aspects dynamiques du marché, la structure et l'évolution des salaires et la comparaison de certains indicateurs avec ceux d'autres pays. Une lecture indispensable pour tous les acteurs du domaine du travail en Suisse

A Sofia, contre la traite des femmes

Virginie Thurre travaille depuis trois mois en Bulgarie pour un projet de prévention de la traite des femmes mis en œuvre par Animus, une ONG membre de Laboria International. Témoignage.

Il est 22 heures à Sofia, en Bulgarie. Le téléphone sonne. Milena entend une voix faible qui tremble au bout du fil, une voix qui appelle à l'aide, qui cherche à fuir. La bénévole travaille auprès du service d'assistance téléphonique d'Animus, une ONG locale qui lutte depuis plus de quinze ans contre la violence domestique et la traite des femmes. Entre 2006 et 2007, la ligne a reçu 297 téléphones concernant des femmes victimes d'exploitation à l'étranger. 103 d'entre elles ont été accueillies, à leur retour en Bulgarie, au centre de crise d'Animus situé dans la capitale.

L'ONG agit sur trois plans : soutien psychologique, social et juridique. Elle fournit aussi un lieu d'habitation sûr pour les victimes de violence et œuvre à la prévention et la formation

des policiers, douaniers et représentants du secteur du tourisme.

J'ai rejoint l'équipe d'Animus en juillet, dans le cadre de mon stage. Je travaille plus spécifiquement sur le lancement d'un projet de prévention de la traite des femmes « Women are not business ». Le projet s'est dessiné en filigrane avant mon départ. En Suisse, je m'engageais déjà activement sur ce sujet avec le groupe Droits des Femmes d'Amnesty International. Pendant l'Eurofoot, nous avons notamment distribué des sous-verres contre la traite des femmes dans les bars lausannois.

Lors de la première réunion au sein d'Animus, je présente à l'équipe un diaporama animé de nos actions militantes lausannoises. La directrice de l'ONG est rapidement intéressée par

les possibilités qu'offrent un objet aussi simple qu'un sous-verre. L'omniprésence des affiches criardes et sexistes dans les rues de Sofia, l'expansion des cabarets et du crime organisé renforcent la pertinence d'un projet de prévention de la traite des femmes avec comme public cible les clients de bars et d'hôtels et les touristes.

Par conséquent, je m'active immédiatement : rédaction du projet, lectures, recherche de partenaires suisses. Les graphistes lausannoises Monokini se joignent au projet pour la création du visuel. L'équipe de prévention d'Animus se réunit et travaille à l'élaboration du contenu et de la traduction bulgare.

Le premier niveau d'objectif consiste à éveiller les consciences avec un sous-verre, informer sur la traite des femmes avec un dépliant pour aider à reconnaître une victime et pouvoir l'aider en contactant la helpline d'Animus. Le lancement de l'action est prévu le 25 novembre, journée internationale de l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Le deuxième niveau consiste à développer un réseau Lausanne - Sofia à travers un atelier qui aura lieu à Lausanne et

qui sera organisé en partenariat avec la section suisse d'Amnesty International. La thématique



que sera centrée sur un échange de bonnes pratiques et de recommandations entre Animus et les ONG suisses en matière de protection et d'assistance aux femmes victimes de la traite, après la ratification par les deux pays de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, à la pratique, de facto, pour une meilleure protection des victimes.

Aujourd'hui, nous sommes à la recherche de fonds pour réaliser le projet « Women are not business ». J'espère que les bailleurs nous soutiendront et qu'ils y croiront autant que nous. Ensemble, nous pouvons lutter activement et solidairement contre la traite des femmes en protégeant et promouvant les droits des femmes dans la communauté.

Virginie Thurre



Impressum

Laboria International, c/o Conseil œcuménique des églises, 150 route de Ferney, CP 2100, CH - 1250 Genève 2
Tél. : +41 (0)22 791 60 65 - Fax : +41 (0)22 791 66 48

Editeur responsable :
Olivier Savary

Coordination et mise en page :
Béatrice Reitano (beatrice.reitano@syni.ch)
Yvan Papaux

Rédaction : Yvan Papaux, Jules Bagalwa, Anne Vallet, Béatrice Reitano, Virginie Thurre

Illustrations : Jean Jacques Moreillon www.lesviesrevees.com